

Il faut s'opposer à ceux qui mènent la Grèce et la gauche grecque à la capitulation. Nous publions ici un texte de Stathis Kouvelakis initialement paru sur le site [Jacobin](#).

Stathis Kouvelakis est membre du comité central de Syriza, et enseigne la théorie politique à King's College (Londres).

Quiconque vit actuellement, ou se contente de suivre, les derniers développements en Grèce ne comprend que trop bien le sens d'expressions telles que « moments critiques », « climat de tension », « rupture dramatique », ou encore « situation-limite ». Compte tenu des événements qui se déroulent depuis lundi, un nouveau mot devra être ajouté à la liste : l'« absurde ».

Le terme peut paraître étrange, ou exagéré. Mais comment caractériser autrement le renversement total du sens d'un événement aussi extraordinaire que le référendum du 5 juillet, quelques heures seulement après sa conclusion, par ceux-là même qui l'avaient initié ?

Comment expliquer que les dirigeants de Nouvelle démocratie et de To Potami, respectivement Vangelis Meïmarakis et Stavros Theodorakis - chefs du camp qui a été battu de manière écrasante dimanche dernier -, soient devenus les porte-parole officiels de la ligne qui est actuellement défendue par le gouvernement grec ? Comment est-il possible que le Non fracassant au mémorandum austéritaire puisse être interprété comme le feu vert à un nouveau mémorandum ? Pour le dire simplement : si le gouvernement était disposé à signer un accord encore plus défavorable et contraignant que celui proposé il y a deux semaines par le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, à quoi bon le référendum et le combat pour la victoire du Non ?

Le sentiment d'absurdité n'est toutefois pas le simple produit de ce renversement inattendu. Il découle en premier lieu du fait que tout survient « comme s'il ne s'était rien passé », comme si le référendum était une sorte d'hallucination collective qui avait soudainement pris fin, nous laissant reprendre librement nos activités antérieures. Néanmoins, comme nous ne sommes pas tous devenus amnésiques, donnons-nous la peine de nous livrer à un bref rappel de ce qui s'est passé durant les derniers jours.

Dimanche dernier donc, le peuple grec a ébranlé l'Europe et le monde. En répondant massivement à l'appel de son gouvernement, et dans des conditions vraiment exceptionnelles (banques fermées, contrôle des capitaux, retraits plafonnés à 60 euros par jour, retraites et allocations partiellement versées), a voté très largement « non » aux propositions humiliantes et exorbitantes des créanciers. Aussi bien l'ampleur du « non » que sa composition qualitative, à savoir la majorité écrasante obtenue parmi les travailleurs, les classes populaires et la jeunesse, donnent à voir la profondeur des transformations qui sont à l'œuvre, ou plutôt qui se sont cristallisées, en un temps très court, dans la société grecque.

Les mobilisations de masse de vendredi dernier, le climat de mobilisation « par en bas » qui a prévalu la semaine dernière, sans même parler de la vague enthousiaste de solidarité internationale, témoignent du potentiel énorme libéré par le choix de la confrontation plutôt que de la retraite.

Mais dès lundi matin, alors même que l'écho des cris de victoire sur les places publiques du pays s'était à peine tu, le théâtre de l'absurde a commencé. Sous l'égide du président de la République, Prokopis Pavlopoulos, qui avait très activement pris parti pour le Oui, le gouvernement a convoqué les dirigeants des partis défaits battus pour élaborer un cadre de négociation faisant de l'euro une ligne rouge indépassable, et déclarant en particulier qu'il n'avait aucun mandat pour quitter l'union

monétaire.

Encore embrumée par la joie de dimanche, l'opinion publique a vu les représentants des 62% se soumettre à ceux des 38% et cela immédiatement après une victoire éclatante pour la démocratie et la souveraineté populaire.

Mardi, le gouvernement s'est rendu à Bruxelles pour une réunion extraordinaire de l'Eurogroupe sans aucune nouvelle « proposition » dans ses bagages et, comme prévu, il s'est trouvé confronté à un nouvel ultimatum, plus brutal encore que le précédent. Le lendemain, Euclid Tsakalotos a inauguré ses fonctions de ministre des Finances - nous ne nous arrêterons pas ici, par souci de brièveté, sur la démission de Yanis Varoufakis, remarquant simplement qu'il s'agissait d'une exigence des créanciers - en envoyant au MES (Mécanisme de stabilité européenne), l'organisation qui gère la plus grande part de la dette grecque, une lettre demandant un nouveau prêt de 50 milliards d'euros, un prêt qui doit s'accompagner bien sûr d'un troisième mémorandum. Il est ainsi prévu que le Parlement commence à voter lundi les lois d'application des engagements stipulés dans le Mémorandum.

La lettre de Tsakalotos précise par la suite que la Grèce s'engage à « honorer en temps et en heure l'intégralité de ses obligations financières à l'égard de tous ses créanciers ». Il est évident que malgré les assurances, après la proclamation du référendum, selon lesquelles les discussions reprendraient de zéro, les « négociations » continuent au point exact où elles avaient été laissées, la partie grecque faisant de plus en plus de concessions à leurs adversaires.

Le même jour, dans l'attente des nouvelles « propositions » grecques, qui, selon la novlangue des « institutions » européennes se devaient d'être « dignes de confiance » et « détaillées », le Premier ministre Alexis Tsipras s'est adressé au Parlement européen et a déclaré : « si mon objectif avait été de mener la Grèce hors de l'euro, je n'aurais pas, immédiatement après la fin du scrutin, fait les déclarations que j'ai faites et interprété le résultat du référendum, non comme un mandat pour rompre avec l'Europe, mais comme un mandat pour renforcer nos efforts de négociation afin de parvenir à un meilleur accord ».

Cette déclaration revient à reconnaître, d'une manière plus ou moins franche, que le résultat du référendum a été interprété avec un but spécifique en tête, à savoir la négociation [à tout prix](#) et l'évitement d'une rupture.

Dans le même discours, le Premier ministre résume la philosophie qui a présidé, durant toutes ces dernières, à la ligne suivie la partie grecque et que le référendum n'a guère modifié :

Avec ces propositions, nous nous sommes évidemment fortement engagés à atteindre les objectifs fiscaux requis par les règles, parce que nous reconnaissons, et respectons, le fait que la zone euro a des règles. Mais nous nous réservons le droit de choisir, le droit d'être en mesure, en tant que gouvernement souverain, de décider où nous concentrerons ou augmenterons le fardeau fiscal, dans le but d'atteindre les objectifs fiscaux requis.

Le cadre est donc posé : il s'agit de mesures restrictives visant à obtenir des excédents fiscaux en vue du remboursement de la dette. C'est incontestablement le cadre tel qu'il a été défini par les deux mémorandums qui ont précédé. Le désaccord porte uniquement sur la dite « répartition du fardeau ». Celle proposée par Alexis Tsipras implique une variante de l'austérité (prétendument) « plus juste socialement », qui sera présentée comme une forme de « redistribution » alors même qu'elle prolongera la récession - toute référence aux engagements interdisant l'acceptation de

mesures récessionnistes ayant été effacée - et approfondira la paupérisation du plus grand nombre.

Alors que ces propos suaves achevaient de détruire ce qui restait des engagements programmatiques de Syriza, l'état de siège que subit le pays ne cessait de s'aggraver. Dès lundi, la BCE a maintenu la fermeture du robinet des liquidités et diminué encore davantage la valeur des titres bancaires grecs, ce qui conduit immanquablement à l'effondrement des banques du pays.

Pourtant, malgré la gravité de la situation et en dépit du fait que l'instauration du contrôle des capitaux a permis de parcourir une partie du chemin, personne - à l'exception de Costas Lapavistas et de quelques cadres de la Plateforme de gauche - ne parle des mesures simples et évidentes d'auto-protection nécessaires en de telles circonstances, à commencer par le contrôle public et la nationalisation du système bancaire.

L'explication est évidemment très simple : toute mesure de ce type placerait la Grèce partiellement en dehors de l'Euro, ce à quoi le gouvernement ne consent en aucune manière, malgré les déclarations d'économistes *mainstream* comme Paul Krugman pour qui « [la plus grande partie du coût \[d'un Grexit\] a été acquittée](#) », la Grèce pouvant désormais en « récolter les bénéfices ».

Une conclusion évidente émerge de tout ce qui précède : par les décisions prises cette semaine, le gouvernement s'est purement et simplement retrouvé dans le piège dans lequel il était pris avant l'annonce du référendum, cette fois dans une position encore moins favorable, soumis à la pression d'un étranglement financier encore plus impitoyable. Il est ainsi parvenu à dilapider en un temps record le précieux capital politique créé par la victoire du 5 juillet. Il se trouve sous l'emprise de ceux qui s'y étaient opposés et qui ont toutes les raisons de se sentir légitimés, malgré leur déculottée électorale.

Reste que le référendum a bien eu lieu. Il ne s'agit pas d'une hallucination dont chacun serait revenu. Au contraire, l'hallucination consiste dans la tentative de rabaisser le référendum, en en faisant un simple moyen de « relâcher la pression », avant de reprendre le chemin qui conduit tout droit à un troisième mémorandum.

Or c'est bien dans cette voie suicidaire que le gouvernement s'est engagé. Hier, tard dans la soirée, il a envoyé par courrier électronique à tous les membres du Parlement un texte d'une douzaine de pages, rédigé à la hâte en anglais par des experts envoyés par le gouvernement français, s'appuyant sur la demande de prêt de 50 milliards d'euros faite par Tsakalotos.

Il s'agit tout simplement d'un nouveau plan d'austérité - en fait un copier-coller du plan Juncker rejeté par les électeurs il y a quelques jours. Ses grandes lignes ne sont que trop familières : excédents primaires, coupes dans les retraites, augmentation de la TVA et autres taxes, et une poignée de mesures visant à lui donner une petite touche de « justice sociale » (par exemple une augmentation de deux points de l'impôt sur les bénéfices des sociétés). Le document a été validé par la plupart des principaux ministres, à l'exception de Panos Kammenos, dirigeant du parti souverainiste des Grecs Indépendants (ANEL), et de Panagiotis Lafazanis, leader de la Plateforme de gauche.

Le Parlement a été réuni pour voter sur ce texte aujourd'hui, suivant les mêmes procédures d'urgence que celle dénoncées avec véhémence par Syriza par le passé. À bien des égards, ce processus peut être considéré comme un « coup parlementaire », puisqu'on soumet au vote du Parlement un texte qui n'est ni une proposition de loi, ni une convention internationale, donnant ainsi carte blanche au gouvernement pour signer n'importe quel accord de prêt, avec le Mémorandum qui l'accompagne. Mais cette validation par le Parlement a été explicitement posée comme condition préalable à toute reprise des négociations par le ministre des Finances allemand

Wolfgang Schäuble.

Comme on pouvait le prévoir, et tel était bien le but recherché, l'accord proposé a déclenché un tollé au sein de Syriza. Pour l'heure, les réactions les plus virulentes viennent principalement de la Plateforme de gauche et d'autres courants à la gauche de Syriza, comme le KOE, organisation maoïste qui compte quatre députés. Au cours de la réunion du groupe parlementaire de Syriza, qui s'est tenue aujourd'hui, Lafazanis, ministre de l'Énergie et chef de file de la Plateforme de gauche, a déclaré que l'accord était « incompatible avec le programme de Syriza » et qu'il « n'offrait pas de perspective positive au pays ». Les ministres de la Plateforme de gauche devraient donc démissionner aujourd'hui.

Thanassis Petrakos, l'un des trois porte-parole du groupe parlementaire de Syriza et figure importante de la Plateforme de gauche a quant à lui déclaré :

Le « non » au référendum est un « non » radical et un « non » de classe. Certains camarades haut placés insistent sur la logique selon laquelle « il n'y a pas d'autre choix ». Nous devrions nous préparer à quitter l'Eurozone et le dire clairement aux gens. La gauche a un avenir lorsqu'elle déploie ses ailes face à l'inconnu, pas lorsqu'elle se soumet au néant. Ceux qui insistent sur le choix de rester dans l'euro coûte que coûte savent que cela conduit au désastre. Nous avons besoin d'une sortie préparée pour ouvrir une nouvelle voie. Les premiers pas sont le contrôle public des banques et de la banque centrale grecque, ainsi que des mesures sévères à l'égard de l'oligarchie.

Varoufakis se serait également opposé à l'accord, tout comme certains membres du groupe des « cinquante trois » (l'aile gauche de la majorité au Parlement), bien que lors d'une réunion qui s'est tenue hier, un fossé important est apparu entre la base et les cadres intermédiaires, très opposés à l'accord, et les députés, plus enclins à le soutenir. Le vote qui aura lieu en fin de soirée sera certainement crucial pour les développements à venir, mais également pour l'avenir de Syriza.

Quelle que soit la tournure que prendront les événements lors des prochaines heures et des prochains jours, une chose est claire : toute tentative pour réduire à néant la volonté populaire d'en finir avec l'austérité et les mémorandums revient à une forme d'*hubris*, au sens ancien du terme en grec. Quiconque décide de conduire le pays, et la gauche, à la capitulation et au déshonneur, doit donc être prêt à faire face à Némésis.

Traduit par Soraya Guénifi et Ugo Palheta

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons ([CC BY-NC-ND 3.0 FR](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/)). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.